



TSHIMANGA (Charles)
*Jeunesse, formation et société au
Congo/Kinshasa, 1890-1960*
Paris, L'Harmattan, 2001, 444 pages.

Le Congo/Zaïre traverse aujourd'hui un des moments les plus troubles de son histoire. La menace de sa partition est à nouveau d'actualité, si ce n'est déjà établie *de facto*. Ce chaos interpelle et suscite des interrogations. Loin des schémas simplistes et idéologiques, Charles Tshimanga offre des éléments de réponse fort intéressants dans ce livre sur la formation des jeunes durant près de huit décennies de colonisation. C'est un ouvrage qui fera date en ce qui concerne les élites congolaises. Sans accuser ni condamner le pouvoir colonial, l'auteur analyse froidement, à partir d'une moisson aussi abondante que variée d'informations, le système éducatif colonial belge de 1890 à 1960 au Congo. Pour lui, un des pivots de la colonisation belge est la formation de la jeunesse. Celle-ci a fait des jeunes Congolais (citadins, notamment) des « métiers » auxiliaires de l'action colonisatrice de leurs propres frères et territoire. Les canaux utilisés furent l'école, le sport et les mouvements associatifs de jeunesse qui ont façonné pour longtemps les élites autochtones. Par ce biais, une poignée de colonisés en majorité citadins se sont retrouvés écartelés entre deux mondes culturels très différents et difficilement conciliables, voire conflictuels. L'étude décrit l'impasse du « métissage culturel » entre, d'une part, les modèles occidentaux inculqués et le discours « civilisateur » à interioriser forcément, et d'autre part les schèmes culturels africains, à abandonner. Les contradictions entre l'objectif du colonisateur (l'exploitation économique) et le pouvoir émancipateur de l'éducation apparaissent dans cet ouvrage sous leur vrai jour. On a souvent débattu sur la spécificité coloniale belge. Charles Tshimanga tranche ici nettement la discussion. Pour lui, s'il y a une singularité belge, elle réside dans la contradiction entre l'ampleur des facteurs de modernité (urbanisation, emploi salarié, scolarité, évangélisation) et l'absence totale de vie politique.

« Sans élites intellectuelles, on est tranquille », semblait être la devise belge. Ce discours s'est rapidement révélé inopérant. Même s'il n'y eut pas de mouvement révolutionnaire organisé autour d'une idée émancipatrice et cohérente, des héros contestataires ou révolutionnaires tels Lumumba, Mulele ou Gizenga se levèrent et firent voler en morceaux le mythe d'une colonisation tranquille et d'une absence de vie politique indigène. Les colonisés se sont réappropriés les structures sociales et économiques et les ont réinventées au mieux de leurs intérêts, au nez et à la barbe du colonisateur. Si l'on peut considérer globalement que la formation des jeunes a permis de réaliser les objectifs du colonisateur, à savoir se doter d'auxiliaires serviles nécessaires à l'exploitation de la colonie, rien n'est moins sûr quant à la « post-colonie ». Ici, il devient difficile de mesurer l'efficacité du système éducatif quand on voit l'étendue et l'ampleur de la destruction de l'État dont se sont rendus responsables les élites (sorties ou non de ce moule colonial) dans la gestion du Congo/Zaïre indépendant. S'il est vrai qu'« en acceptant de devenir les "auxiliaires" des puissances étrangères, ces élites se mettaient dans la situation de leur être redevables, d'avoir des comptes à rendre avant tout à leurs commanditaires étrangers et non aux Congolais », cela ne suffit pourtant pas à expliquer la liquidation générale de l'État « Bula Matari ». Les dirigeants de ce pays ne sont pas les seuls au monde à servir les intérêts impérialistes. Ailleurs cependant, le résultat d'une telle conduite généralisée n'est pas aussi tragique et dramatique. Certes, les puissances étrangères sont en quête, avant tout, de leurs intérêts vitaux économiques et stratégiques. Dès lors, elles mettent tout en œuvre pour les promouvoir. Mais, dans quelle mesure peuvent-elles être responsables de l'effondrement économique (ou simplement général) du Congo ? Quelle est la part de responsabilité des nationaux ? L'étude laisse le lecteur sur sa soif à ce sujet. L'explication, satisfaisante, demeure insuffisante. Elle permet de mesurer le rôle des années d'apprentissage des acteurs d'aujourd'hui et rend

compte de la complexité et de la confusion d'une partie essentielle des forces vives de la société congolaise : les intellectuels. Peut-être l'étude de la période 1960-1997, que nous attendons impatientement, répondra à nos préoccupations. En effet, on peut, par exemple, s'interroger légitimement sur la signification des statistiques des jeunes scolarisés, des mariages, des baptêmes, etc., quand on sait que ce sont justement ces élites modelées par les missions et les écoles qui ont conduit l'État à la faillite. Ce livre, en revenant sur le vieux vrai/faux débat de la modernité et de la tradition, entre lesquelles les Africains seraient écartelés, cache mal le processus historique de transformation des sociétés africaines mêlant apports extérieurs et éléments internes. Il en sort(ira) une configuration qui ne sera ni une copie de la « modernité » ni une reproduction de la « tradition ».

Alphonse Maindo Monga Ngonga

DIBWE DIA MWEMBU (Donatien)
*Bana Shaba abandonnés par leur père :
 structures de l'autorité et histoire
 sociale de la famille ouvrière au
 Katanga, 1910-1997*
 Paris, L'Harmattan, 2001, 259 pages.

Une illustration de ce processus d'hybridation culturelle est faite, par cet ouvrage de Donatien Dibwe sur la famille ouvrière au Katanga. L'étude de D. Dibwe semble en effet être une continuation de celle de son confrère historien et compatriote Charles Tshimanga. Elle illustre bien le système colonial paternaliste belge et ses limites. Cette fois-ci, c'est le fleuron, ou plutôt ce qui l'a été pendant longtemps, de l'économie industrielle coloniale et congolaise qui est analysé. L'Union minière du Haut-Katanga, rebaptisée Gécamines, à l'instar de « Bula Matari », est aujourd'hui le symbole de la déliquescence d'un système, de tout un pays. Résultat : « le père » Gécamines laisse derrière lui des veuves et des orphelins

éplorés et déshérités. L'auteur, lui-même « orphelin » de la Gécamines, décrit avec dextérité un paternalisme industriel poussé à l'extrême. L'entreprise s'occupe de tout pour ses employés, entraînant une dépendance totale et créant un monde « artificiel » et à part. Ses employés vivent en vase clos : la santé, l'alimentation, la scolarisation des enfants, les loisirs, le logement, le transport, tout est pris en charge par l'entreprise au sein des cités minières, véritables camps repliés sur eux-mêmes. Ses « enfants » qui lui doivent tout sont tenus d'être obéissants, entendez productifs. Ils finissent par devenir étrangers à leurs frères et parents restés au village dont ils sont coupés. La mort de la Gécamines les laisse dans une situation très inconfortable, puisqu'ils ont ainsi perdu le soutien (et la solidarité) de la famille et du clan d'origine.

Analysant l'histoire de la famille ouvrière du Katanga, ce livre montre bien une situation nouvelle, inédite, induite par l'industrialisation qui a accompagné l'œuvre « civilisatrice ». La famille (centrée sur le père) plus que l'individu était au cœur de l'identité des bana Shaba (les enfants du cuivre). Le statut de salarié marquait la dépendance de l'homme au travail industriel, tout comme celle de la famille à la condition salariale de son chef. La crise des années 1990 y a brutalement mis fin. Le fondement même de l'identité des bana Shaba faisait soudainement défaut. On aurait pourtant aimé savoir comment les autres Katangais se représentaient la Gécamines et comment ils vivent aujourd'hui « sa mort » et en font « le deuil ». Déjà, de son vivant, le poumon de l'économie congolaise a vu plusieurs de « ses enfants » se déchirer, allant jusqu'au rapatriement forcé des Kasaiens, notamment. Son « décès » *ab intestat* et sans héritage a fini par aggraver les jalousies et les divisions dans sa « progéniture » multiethnique et pluriprovinciale. Les nombreux refoulements du Katanga des Kasaiens immigrés et pour la plupart employés de la Gécamines posent la question de la jouissance de la citoyenneté en RDC. Ce sujet est au cœur du livre de Célestin Nguya-Ndila.

A. M. M. N.



NGUYA-NDILA MALENGANA (Célestin)
*Nationalité et citoyenneté au
Congo/Kinshasa. Le cas du Kivu*
Paris, L'Harmattan, 2001, 311 pages.

L'auteur, spécialiste de droit public, traite du problème crucial de la nationalité et de la citoyenneté au Kivu dans une approche pluridisciplinaire. Il en analyse toutes les causes dans une perspective de longue durée, puisqu'il remonte jusqu'à la période précoloniale pour expliquer la crise actuelle. Au nombre des raisons de l'explosion, il cite les migrations volontaires ou forcées, la pression démographique, les difficultés d'intégration, la gestion des terres et la faiblesse de l'État congolais. Il rappelle également que la fluidité des frontières héritées de la colonisation est porteuse d'ambiguïté. Les ethnies, les royaumes, voire des familles avaient été arbitrairement séparés et s'étaient retrouvés de part et d'autre des limites territoriales. Il fait ainsi voir clairement que la nationalité (et surtout la citoyenneté), qui a suscité la crise ouverte du Kivu, est un problème latent partout au pays de Lumumba. Qu'il s'agisse des frontières avec l'Angola, le Congo-Brazzaville, la République centrafricaine, la Zambie ou encore l'Ouganda ou le Soudan, le malaise est réel. L'auteur est bien placé pour le savoir puisqu'il est membre des commissions mixtes chargées des différends frontaliers RDC-Zambie et RDC-Burundi. Il pousse sa réflexion jusqu'à la provocation en proposant une politique libérale de la nationalité et un État multiracial. Traiter de cette façon, sans passion et avec objectivité, d'une question qui a fait couler beaucoup de salive, d'encre, de lois et surtout trop de sang, est le grand mérite de cet ouvrage bien documenté. Cela est important à rappeler dans la mesure où le débat (souvent passionné et partisan) sur la nationalité des Tutsi divise et déchire encore aujourd'hui les élites et l'ensemble de la communauté nationale (et en particulier du Kivu).

Les positions des uns et des autres, parmi les principaux groupes directement concernés et affectivement très touchés par la question, sont

également au centre de deux autres ouvrages écrits par des auteurs engagés politiquement sur des voies opposées : Manassé Ruhimbika et Ambroise Bulambo. Ces derniers traduisent fidèlement les perceptions (légitimes ou non) que les « individus à nationalité douteuse » rwandophones et les « Congolais authentiques » du Kivu ont les uns des autres et de leurs problèmes quotidiens. Ils pêchent ainsi tous les deux par excès, de bonne foi du reste. Il s'agit à la fois de plaidoyers pour la cause de leur communauté respective et de pamphlets contre les ennemis de « la patrie » en danger.

A. M. M. N.

RUHIMBIKA (Manassé)
*Les Banyamulenge (Congo-Zaïre)
entre deux guerres*

Paris, L'Harmattan, 2001, 292 pages.

Manassé Ruhimbika, dit « Mulher », fut un des premiers porte-parole des Banyamulenge lors de la première guerre du Congo en 1996, avant que Kabila ne prenne la tête de l'AFDL. Dans ce livre, publié dans la collection « Archive congolaise » et préfacé par Bogumil Jewsiewicki (ce qui a valu à ce dernier de violentes polémiques), l'auteur se fait à nouveau le porte-voix de sa communauté ethnique, les Banyamulenge, qui sont, pour lui, des victimes innocentes du Kivu et du Congo. Abandonnés à eux-mêmes par le régime Mobutu, livrés aux violences d'autres populations du Kivu, ils furent accusés de tous les maux. Pour Ruhimbika, ils sont et ont toujours été d'authentiques citoyens congolais, paisibles habitants des plateaux du Sud-Kivu. Ils veulent jouir de tous leurs droits de citoyen comme les autres Congolais. Ils ne sont ni Rwandais ni alliés des Rwandais ni auteurs des conflits armés en cours. Ils sont en situation de légitime défense pour leur survie. Ils ne veulent pas devenir les Rwandais qu'ils n'ont jamais été. Ils sont aujourd'hui pris entre deux guerres : l'occupation étran-

gère et la coexistence interethnique au Kivu, deux conflits aussi meurtriers que dévastateurs. Pour en sortir, l'auteur présente une alternative : soit leurs voisins immédiats ou lointains les reconnaissent et les acceptent en tant que citoyens congolais à part entière, soit l'option militaire est privilégiée. Si le livre simplifie à l'extrême une situation complexe et explosive, il témoigne toutefois des rancoeurs historiquement accumulées dans une région qui reste une poudrière identitaire.

A. M. M. N.

BULAMBO KATAMBU (Ambroise)
Mourir au Kivu. Du génocide tutsi aux massacres dans l'est du Congo-RDC
 Paris, L'Harmattan, 2001, 180 pages.

Bulambo Katambu, quant à lui, paraît un peu comme le héraut des autres communautés du Kivu, qui se présentent également comme des victimes de la duplicité de leurs voisins banyamulenge, premiers responsables des malheurs actuels qui menacent l'existence même du Congo en tant que nation. Pour lui, donc, il s'agit de rétablir la vérité historique falsifiée pour justifier un fait accompli à propos des « soi-disant Banyamulenge ». Ceux-ci sont instrumentalisés et armés pour (re)coloniser le Kivu, où ils se distinguent par des massacres commis sur les populations civiles sans défense. Celles-ci, à travers le mouvement *mai-mai*, mènent des actions d'autodéfense contre l'invasion et l'occupation étrangère de leurs terres et pays, puisque la communauté internationale ne leur apporte pas la protection nécessaire. Cette occupation-annexion, faisant partie d'un vaste plan hégémonique hamite, est loin d'être le simple fait de l'Armée patriotique rwandaise et des Banyamulenge. Elle bénéficie au moins du silence de la communauté internationale, « quand il ne s'agit pas tout simplement de complicité ».

On a l'impression de lire les *Catilinaires* écrits par un Cicéron du Congo. Comme celui de Ruhimbika

analysé ci-dessus, ce livre fait penser à cette œuvre de l'orateur romain appelant à la mobilisation et au patriotisme face au péril menaçant la République. Leurs auteurs sont conscients du danger encouru par la nation, mais partagés sur les responsabilités et les causes. C'est à cet appel que semble répondre K. Abeli Meitho quand il relate l'effondrement de la principale institution ayant vocation justement de défendre et de protéger la nation, l'ensemble des citoyens et leurs biens.

A. M. M. N.

ABELI MEITHO (Kisukula)
La Désintégration de l'armée congolaise de Mobutu à Kabila
 Paris, L'Harmattan, 2001, 138 pages.

La situation de désintégration de l'armée au Congo est née de la faillite de l'État. Il s'agit d'un scénario désormais connu de la décomposition de l'armée de Mobutu à Kabila, rapporté cette fois-ci par un officier supérieur, de surcroît magistrat militaire.

C'est ce qui rend le témoignage plus intéressant après de fracassantes révélations sur la déliquescence de l'armée, dont les plus notables et les premières sont celles du célèbre officier subalterne Pierre Yambuya. Avec la fin de règne de Mobutu, les langues se délient de plus en plus en haut de la hiérarchie politique et militaire congolaise. L'exercice d'exorcisme collectif auquel s'était livrée la Conférence nationale souveraine n'avait pas été achevé. Il se poursuit à travers les témoignages des acteurs, et est loin de s'arrêter.

Demain, à qui le tour ? Attendons de voir. Kabila, le maquisard devenu Président, n'a pas mieux fait que son prédécesseur Mobutu. Malgré quelques tentatives infructueuses de réhabilitation du corps des défenseurs de l'intégrité territoriale, les mêmes maux continuent de le ruiner. Le mythe du *kadogo* aura duré le temps d'un éclair.



L'armée est devenue la milice privée d'un homme courtisé (Mobutu, puis Kabila père), par un processus lent, mais profond, sur fond d'une répression aveugle, de vrais/faux complots militaires et trahisons, de tribalisme outrancier et rétrograde, de détournements des deniers publics, de clocharisation des soldats entraînant le racket des populations civiles et les pillages des années 1990. Sa décrépitude se traduit hier comme aujourd'hui, notamment, par la compétition forcée entre authentiques et prétendus haut gradés, menant à l'effritement de l'unité de commandement et de la solidarité du métier des armes. Dans ces conditions, l'incapacité des forces armées nationales, s'il y en a encore, à sauvegarder la souveraineté de l'État et l'intégrité du territoire est patente.

A. M. M. N.

GLASER (Clive)

Bo-Tsotsi. The Youth Gangs of Soweto, 1935-1976

Cape Town, David Philip, 2000,
294 pages.

Cet ouvrage, issu des ateliers d'histoire de l'université de Witwatersrand à Johannesburg, est typique du courant « révisionniste » (au bon sens du terme), dont un des objectifs est de mettre en lumière des pans entiers de l'histoire des communautés noires et métisses – volontairement ignorées au temps de l'apartheid. Depuis les tragiques événements de Soweto en 1976, la jeunesse noire a été l'objet d'étude des sociologues sud-africains, qui ont ensuite créé le label de « génération perdue », devenu aussi incontournable que son cortège de connotations : chômage, criminalité, faible éducation, désobéissance à l'autorité traditionnelle comme au nouvel État démocratique. Le débat scientifique ambiant s'intéresse donc à la notion de conscience politique de la jeunesse, plus particulièrement à son rôle dans la lutte politique (*struggle*).

Le travail de Glaser sur les *tsotsis* (voyous) de Soweto, sans tomber dans le piège du phénomène de mode, éclaire un sujet sur lequel finalement peu a été écrit – hormis dans la presse locale de l'époque, et en particulier dans le célèbre magazine *Drum* –, tout en traitant des grands problèmes sociologiques auxquels l'Afrique du Sud est aujourd'hui confrontée. Après une introduction théorique sur la jeunesse et l'émergence des gangs qui, bien qu'intéressante, n'est pas spécifique de son étude de cas, Glaser nous livre une trame empirique de qualité. Son matériau est riche et souvent inédit : nombreux entretiens, cartes et photos viennent illustrer le mode de vie des gangs, leur culture machiste et leur rôle dans le petit banditisme, soulignant l'importance de l'influence américaine. Le terme *tsotsi* est une déformation de l'expression américaine *zoot suit*, ou costume zazou, composé d'un complet voyant avec veston long et pantalon étroit. Ce terme s'applique dans un sens plus large à tous les délinquants citadins capables de violence : on les appelle aussi *townees*, *location boys*, ou encore *ooclever* (voir les travaux de D. C. Martin). Historiquement, les gangs n'ont pas seulement fourni aux jeunes un espace de rébellion contre leurs parents, mais aussi contre la tradition, qu'ils considéraient anachronique et politiquement en faillite. Glaser – et c'est le pivot de sa démonstration – montre comment, bien qu'impliqués dans l'opposition au régime d'apartheid et très opposés à l'*establishment*, les gangs n'ont ni systématiquement ni ouvertement cherché à afficher un objectif politique. Leur dénonciation des valeurs bourgeoises de vie, de travail et d'autorité leur a valu d'être courtisés et/ou assimilés au mouvement de la lutte contre l'apartheid. Or, dit Glaser, c'est précisément ce rejet d'une discipline imposée de l'extérieur et d'un style qui n'était pas le leur qui les a rendus réfractaires aux tentatives d'incorporation dans les mouvements anti-apartheid. En 1976, les soulèvements de Soweto ont été menés par des lycéens frustrés plutôt que par les gangs urbains. Il ne faut donc pas mettre tous les jeunes dans la même catégorie, affirme Glaser,

qui explique ainsi l'échec de l'ANC à les transformer en « lions » de la révolution comme, plus tard, à forger leur conscience citoyenne.

L'intérêt de l'ouvrage de Glaser est de nous permettre de mieux définir *tsotsi* et *comrades*, les premiers en dehors du système de contrôle de l'État, et les seconds par rapport au politique et à la délinquance. Son étude pourrait être appliquée aux grandes villes du Cap et de Durban, ainsi qu'à une réflexion sur les relations qui existent aujourd'hui entre les gangs et les syndicats de malfaiteurs sophistiqués, voire la mafia internationale d'un côté et l'État sud-africain de l'autre.

Véronique Faure

JUNG (Courtney)

Then I was Black: South African Political Identities in Transition

New York, Londres, Yale University Press, 2000, 214 pages.

Commenter en français un ouvrage de langue anglaise et de culture américaine sur le thème de l'ethnicité en Afrique du Sud relève du défi, en raison notamment de profondes différences conceptuelles et historiques. Le lieu d'étude est pourtant bien choisi, car, de tout temps, les questions de race et d'ethnicité ont représenté en Afrique du Sud un enjeu politique épineux et un objet conceptuel particulièrement glissant. Le livre de Courtney Jung présente des arguments qui sont peut-être neufs aux États-Unis, mais qui semblent un peu dépassés dans le débat sur l'identité. Ainsi, Jung conteste deux idées qui seraient « communément acceptées ». La première, que l'identité ethnique serait une pure construction sociale, la seconde, qu'il y aurait une différence fondamentale entre ce que nous considérons comme les « démocraties normales » et les organisations sociales où les ethnicités et les identités de groupes sont pensées comme statiques et hégémoniques. Jung prétend que pour mieux comprendre les identités politiques, nous devons examiner les

relations entre l'individu et le groupe. Les identités ne sont pas un produit naturel, elles sont construites. Qui plus est, elles doivent être défendues avant de faire sens pour l'individu. Par ailleurs, les individus peuvent héberger des identités conflictuelles et parfois en concurrence. Il n'y a sans doute rien de nouveau dans ces affirmations ; néanmoins l'auteur va plus loin en essayant de démontrer l'importance de cinq variables dans les processus de construction identitaire. Ce qu'elle appelle les variables de proximité, à savoir les institutions politiques et les discours de mobilisation, et les variables de condition, c'est-à-dire les conditions matérielles, l'idéologie et les organisations. Si les identités collectives se forment au sein du jeu permanent et complexe de ces variables, seules certaines vont avoir une signification politique. La façon dont les individus vont intérioriser ces identités dépendra de la façon dont les cinq variables ont joué, de la façon dont les élites politiques les auront mobilisées et du sens que les individus leur auront donné.

Jung applique ces variables sur le terrain sud-africain pour étudier la construction (historique et mouvante) des identités zoulou, afrikaner et métisse (*coloured*), leur signification pour les individus interrogés, la façon dont elles changent, et comment elles ne surdéterminent pas les affiliations ni la sympathie politiques. Dans la partie finale de son travail, plutôt complexe, elle propose de voir comment les variables de proximité et de conditionnalité jouent en permanence et ont des répercussions dans le tissu social. Il en ressort que les institutions politiques seules ne peuvent être responsables de la fluidité, de la mouvance et de la persistance des identités dans le temps et dans l'espace. Pour Jung, les variables conditionnelles génèrent leur propre contexte dans lequel les élites politiques sont contraintes d'opérer, prouvant que les institutions politiques seules ne suffisent pas à fabriquer de l'identité. La fluidité relative des identités politiques dépend avant tout, selon elle, des changements et des interactions entre facteurs de conditionnalité. Enfin, en conclusion, l'auteur affirme que les groupes raciaux et



ethniques dans les sociétés soi-disant ethniquement divisées ne sont pas aussi monolithiques qu'ils le semblent, et que leurs mouvements s'apparentent aux divisions de classe et d'idéologie des sociétés démocratiques « stables ».

V. F.

OTAYEK (René)

Identité et démocratie dans un monde global

Paris, Presses de Sciences Po, 2000,
228 pages.

L'« identité » du titre cache en fait la réalité de l'ethnicité, et le monde global se réduit essentiellement, de l'aveu même de l'auteur, à l'Afrique noire et au Moyen-Orient méditerranéen. René Otayek s'interroge pourtant sur la portée de ces concepts (et de quelques autres comme ethnicité, élections, mondialisation) de manière assez générale tout en restant au sein du champ de la seule science politique. Son interrogation se transforme en interpellation de la tradition française qui aurait du mal à se tenir à jour de ces problématiques alors que tout lecteur, auteur (et même rédacteur en chef comme ce fut le cas de R. Otayek) de *Politique africaine* aurait pu penser que cet aggiornamento était réalisé depuis longtemps. L'objet central du livre est donc le lien « commun » (du sens commun) « démocratique » entre le réveil ou la réactivation particulariste (l'ethnicité notamment) d'une part, et la mondialisation, l'imposition globale de l'autre. Je partage pour l'essentiel la perspective de R. Otayek (et sa conclusion en ce sens me paraît excellente), mais je reste très réservé sur les lectures ou emprunts à l'anthropologie, qui manifestent de nombreuses incertitudes. Pourtant, c'est l'auteur lui-même qui va puiser ces références pluridisciplinaires car le politologue semble en avoir besoin. Et c'est là que le bât blesse, selon moi, dans cet ouvrage, mais, faudrait-il ajouter, dans tous ceux des politologues qui se consacrent à ce thème : pourquoi

n'y a-t-il pas une conceptualisation politologique *stricto sensu* de l'ethnicité ? S'il y a emprunt, qu'il soit fait au moins selon les principes de base de notre tradition (d'autant que la tradition américaine du terme est largement politologique) !

Ce petit volume à l'impressionnante bibliographie (plus de 400 références) est organisé en deux parties : la première (« Identité et modernité politique ») examine l'exception française aussi bien au plan des sciences sociales que de l'histoire politique et idéologique. L'universalisme républicain, l'expérience coloniale, la laïcité constituent les contextes de la réflexion ethnologique et culturelle. René Otayek confronte la nation et l'ethnie, la logique des études africanistes ou islamologiques à l'impossible multiculturalisme ; histoire de France, références américaines, discussion ethnologique introduisent ensuite à un examen plus systématique des notions de culture et d'ethnicité. Au bilan positif de ces chapitres, on peut noter l'introduction du concept de culture politique, et surtout un examen attentif de la signification du processus électoral dans les sociétés africaines contemporaines. Cette première partie porte bien son nom, et la démonstration fondamentale est bien conduite : l'ethnicité n'a rien d'atavique ni de traditionnel, elle manifeste au contraire la dynamique par excellence de la modernité. La seconde partie, moins ambitieuse au plan conceptuel, est mieux construite au plan factuel : les registres religieux tant de l'islam que des christianismes et des prophétismes constituent le cœur de la démonstration. Ce qui n'empêche pas l'auteur de décortiquer les notions de société civile et bien sûr de mondialisation (et de transnationalité). Mais, au vu de ces thématiques, on comprend moins bien l'intitulé de la partie : « Centralité et localité » (même si la décentralisation constitue l'un des objets de débat du chap. 4).

Le point de départ se veut historiciste et anthropologique, mais l'esprit plutôt français ou francophone (pour ce qui est de l'Afrique noire ou du Moyen-Orient – le Liban) des études de cas handicape une démonstration qui se prétend à la

fois critique et globale. En soi, ces exemples sont peut-être suffisants, mais R. Otayek ne s'interroge pas suffisamment (même s'il cite les travaux de M. Cahen) sur la portée mondiale ou mondialiste de l'Afrique noire, qui reste (malheureusement ?) le maillon faible de cette histoire pluri-séculaire. Ainsi reprend-t-il à son compte la fameuse division tripartite de l'histoire africaine (périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale) à laquelle la plupart des historiens renoncent aujourd'hui. La « nationalisation » des contradictions de la dépendance à la suite des ajustements structurels n'est pas véritablement prise en considération (en ce sens Otayek, qui lit beaucoup de non-politologues, se réfère insuffisamment aux économistes), et la sociologie économique des catégories sociales, culturelles ou ethniques est également absente.

Pourtant, R. Otayek procède à de bons emprunts et à des critiques significatives : ainsi nous fait-il part de ses réticences face aux hypothèses de J.-P. Daloz et P. Chabal. Mais l'on reste cependant surpris de la faiblesse de la contextualisation des travaux anthropologiques et historiques sur l'ethnie et l'ethnicité : le politologue saisit mal les filiations du concept (fruit en fait des sociologues et politologues... américains), les conditions de son historicité (voir les travaux de Chrétien) ou encore l'erreur ethnologiste des anthropologues marxistes qui a été soulignée par de très nombreux chercheurs, dont l'auteur de ce compte rendu.

René Otayek semble remplacer l'ethnicité par la religion ; du moins, la place qu'il attribue à ce phénomène social remplit avantageusement les lacunes d'un véritable travail sur l'ethnicité ou le rôle de la « tradition politique ». L'analyse des dialectiques entre identité, modernité, centralité et localité (pour reprendre les termes des titres des parties) reste incomplète. On se serait attendu à

une évocation de deux des lieux les plus mobilisateurs de la modernité populaire actuelle, à savoir la musique et le sport, ou du moins à des remarques sur le silence savant à leur égard. Rien non plus sur le monde des NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication) qui a déjà mondialisé plus qu'il n'y paraît les univers quotidiens de certaines sociétés africaines.

René Otayek a voulu faire justice des lieux encore trop communs de la mondialisation. La rigueur des analyses et la logique de sa démonstration sont évidentes, et d'ailleurs l'auteur est meilleur là où il est justement politologue. Mais l'ethnicité reste un piège à sciences sociales (et tout d'abord pour les anthropologues). L'évocation de la question nationale européenne d'hier et d'aujourd'hui (avec la turbulence de nos régions) ne permet pas de poser réellement le problème, d'autant que la question nationale, dans les études africaines, est encore à peine abordée de manière historique et sociologique (voir les réflexions de F. Cooper ou de M. Mamdani). Pour traiter de cette question impossible, il fallait se faire historien, puis ethnologue de terrain. Quant à la mondialisation, elle reste trop à l'arrière-plan pour qu'on puisse la prendre comme un objet social à part entière. Il reste la démocratie, dont R. Otayek reconnaît les trajectoires spécifiques. Mais j'aurais aimé qu'il approfondisse de manière plus optimiste le constat apparemment toujours valide de G. Hermet, « les peuples [sont] contre la démocratie », car le libéralisme mondialiste actuel permet certainement de penser que « la démocratie [est] contre les peuples » ! D'autant que R. Otayek est l'éditeur d'un remarquable numéro d'*Autrepart* (n° 1, 1999) dont l'intitulé est un clin d'œil à Hermet : « Afrique : les identités contre la démocratie ? »

Jean Copans